

Au coeur de l'orage

La fermeture des espaces
de la société civile LGBT au
Kirghizistan, en Indonésie,
au Kenya et en Hongrie



Global Philanthropy Project

Avril 2016

Table des matières

1

Résumé

2

Recommandations aux bailleurs

3

Introduction

- Objectifs de recherche
- Méthodologie

4

Etudes de cas

Kirghizistan:

“D’abord, ils ont jeté des cocktails Molotov...”

Indonésie:

“Nous avons soudainement touché un socle d’homophobie”

Kenya:

“Nous essayons de travailler avec tout le monde”

Hongrie:

“La société civile n’a pas assez d’air pour respirer”

5

Conclusions

6

Remerciements

7

Au sujet du Global Philanthropy Project



Résumé

Alors que la fin du 20^{ème} siècle a connu une floraison des organisations de la société civile, le début du 21^{ème} siècle a été une période de bouleversements. En réponse à la fois à la menace du terrorisme et à la pression populiste croissante pour la démocratie, la transparence et la redevabilité (accountability) des gouvernements, les États ont utilisé de nouvelles lois et stratégies pour restreindre la liberté d'association et la liberté d'expression. Les organisations lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transgenres (LGBT) ont toujours fait face à de tels obstacles, allant de la criminalisation de la sexualité homosexuelle, au refus du droit d'enregistrer des organisations ou de tenir des événements publics, et à la fermeture des sites web.¹

Ces dernières années certains pays ont également érigé de nouvelles lois qui interdisent explicitement les groupes impliqués dans la "propagande LGBT". Dans d'autres pays, les politiciens ont renforcé le réveil du nationalisme en faisant des groupes LGBT les boucs émissaires de l'infiltration de "valeurs étrangères". Ce cumul des tendances a mis les organisations de la société civile LGBT au "cœur de l'orage", sous les feux croisés de pressions politiques simultanées. Ce rapport examine comment ces forces affectent les groupes LGBT dans quatre pays: le Kirghizistan, l'Indonésie, la Hongrie et le Kenya. Le rapport souligne également la résilience de ces groupes, dont nombre ont trouvé des moyens de survivre et de se développer dans des environnements restrictifs et souvent menaçants. Le Kirghizistan a été un siège régional pour les organisations de la société civile, y compris les groupes LGBT, d'Asie centrale. Mais au cours des trois dernières années, le gouvernement a tenté de resserrer l'espace de la société civile avec une nouvelle législation inspirée de la Russie.

Parallèlement, le dépôt d'un projet de loi sur la "propagande LGBT" et la couverture médiatique sensationnaliste que cela a entraîné ont créé un environnement qui semble

favoriser la violence homophobe. Le petit secteur des organisations non gouvernementales LGBT du Kirghizistan a été à plusieurs reprises visé par des actes de violence publique, y compris une tentative d'attaque à la bombe incendiaire d'un centre communautaire et des attaques contre des événements LGBT par des groupes nationalistes. En Indonésie, qui a vu récemment fleurir jusqu'à 119 organisations LGBT, une mobilisation récente de la droite religieuse a suscité une frénésie médiatique homophobe. Depuis janvier 2016, de nombreux politiciens de premier plan ont émis des déclarations publiques pour "dénoncer" l'homosexualité, et les autorités ont exhorté les organismes des Nations Unies à cesser de financer les organisations LGBT. Sur les quatre pays examinés dans ce rapport, le Kenya constitue sans doute l'étude de cas la plus optimiste. Les organisations LGBT se sont ici aussi trouvées prises dans les filets des politiques publiques générales de restrictions de la société civile, notamment celles accusées de liens avec le terrorisme ou celles qui engageaient la responsabilité des dirigeants nationaux en matière de Droits de l'Homme.

Dans le même temps, les défenseurs kenyans ont pu réagir efficacement contre ces restrictions, en association procédures judiciaires, construction d'alliances, développement de média innovants et stratégies de plaidoyer pour former de nouvelles alliances et élargir leur champ d'action.

En Hongrie, le gouvernement de la droite dure s'est attelé à centraliser systématiquement le pouvoir, à fermer les organisations indépendantes travaillant sur de nombreux sujets, et à cibler spécifiquement le financement de la société civile par les bailleurs étrangers. Dans ce contexte, les groupes LGBT ont réagi dans le cadre d'une résistance plus générale de la société civile, en forgeant de nouvelles alliances et en mettant en oeuvre une série de stratégies pour faire face à la tempête.

¹ Le terme "LGBT" est utilisé ici par souci de simplicité et a été choisi en consultation avec les membres du GPP qui ont supervisé ce rapport. Nous rappelons aux lecteurs que le terme LGBT est un produit de la langue anglaise et d'expériences historiques spécifiques. Dans les quatre pays étudiés ici, et dans d'autres pays, les personnes ayant des orientations sexuelles et identités de genre différentes des normes sociales en vigueur utilisent divers autres termes pour se décrire. En outre, bien que la mission du GPP inclue l'objectif d'un financement accru pour les organisations des personnes intersexuées, nous avons choisi d'utiliser le sigle LGBT plutôt que LGBTI dans ce rapport dans la mesure où nos études de cas ne recouvrent pas d'informations sur les impacts sur les organisations des personnes intersexuées.

Recommandations aux bailleurs

Les recommandations suivantes sont basées sur les commentaires des personnes interrogées dans le cadre de cette étude.

- Les recommandations suivantes sont basées sur les commentaires des personnes interrogées dans le cadre de cette étude.
- Identifier des stratégies à faible visibilité (“low key”) pour financer les groupes LGBT travaillant dans des espaces restreints.
- Simplifier les procédures de demande de subvention et les obligations de reporting des organisations en situation de crise.
- Utiliser des mécanismes de financement souples, qui permettent aux groupes de couvrir une gamme de coûts opérationnels.
- Financer le renforcement des compétences, y compris les compétences en matière de plaidoyer politique.
- Mobiliser avec précaution les conditionnalités de l’aide au développement et à la santé, pays par pays et en consultation avec les activistes locaux.
- Rester en contact personnel avec les organisations financées. Empathie et soutien sont grandement appréciés lorsque les bénéficiaires sont sous pression.
- Soutenir les ONG LGBT pendant les crises et assurer l’inclusion des ONG LGBT dans toutes les stratégies plus larges de résistance à la fermeture de l’espace de la société civile.
- Faire en sorte que les organisations qui surveillent les restrictions générales sur la liberté d’association et d’expression surveillent également explicitement les lois et politiques ciblant les groupes LGBT, car ces restrictions sur les groupes LGBT peuvent être des indicateurs précoces de la fermeture d’espaces démocratiques.
- Soutenir la création d’alliance entre divers secteurs de la société civile, afin de permettre une réponse efficace et unifiée de la société civile lorsque des mesures de répression se produisent.
- Permettre aux organisations financées de participer à des rassemblements régionaux et internationaux visant à créer des “espace sûr” de construction stratégique.
- Reconnaître que le réveil des nationalismes peut être un indicateur de la présence de stratégies de fermeture de la société civile, y compris des groupes LGBT.

Introduction

Le 21^{ème} siècle n'a pas été facile pour la société civile mondiale dans son ensemble. Un rapport publié conjointement par Ariadne, le European Foundation Centre, et le International Human Rights Funders Group, montre que le nouveau millénaire a entraîné une augmentation des attaques des gouvernements et des acteurs non étatiques contre une société civile qui avait pourtant déjà connu de nombreuses restrictions jusqu'alors dans de nombreux pays.

Ces attaques comprennent un accroissement du nombre de lois qui restreignent la liberté d'expression et d'assemblée, les restrictions au financement étranger des organisations non gouvernementales (ONG), la surveillance gouvernementale accrue des ONG et l'augmentation des attaques contre les défenseurs des droits de l'homme².

Ces tendances restrictives sont souvent appelées "fermeture des espaces" pour la société civile. Les groupes lesbiens, homosexuels, bisexuels et transgenres (LGBT) n'échappent pas aux mesures visant à restreindre leur plaidoyer, tant en droit qu'en pratique. Ils doivent également faire face à des menaces et à des actes d'intimidation d'acteurs étatiques et privés, accompagnés de violence. Cependant, la fermeture des espaces pour la société civile dans son ensemble a eu des répercussions spécifiques sur les groupes LGBT. Le chapitre suivant fournit un aperçu de la tendance mondiale à la fermeture de l'espace de la société civile et explore comment d'autres facteurs se sont combinés avec cette tendance pour créer une "tempête parfaite" à laquelle sont exposés les organisations de défense des personnes LGBT. Malgré les défis auxquels ils sont confrontés, les groupes LGBT dans ces quatre pays ont trouvé des moyens de faire face à la tempête et de continuer leur travail.

Fermeture de l'espace pour la société civile au début du 21^{ème} siècle.

Comme l'indique un rapport du International Center for Non-Profit Law, la période d'environ 1990-2000 a été

² Ariadne, European Foundation Centre (EFC), and International Human Rights Funders Group (IHRFG), "Briefing note for funders' workshop on the disabling environment for civil society, June 2015."

"une période d'expansion remarquable de refondation démocratique et d'autonomisation de la société civile"³. Cela a commencé à changer après 2001, en partie du fait de la réponse des Etats Unis au terrorisme. Que ce soit dans les sociétés relativement ouvertes ou dans des pays plus restrictifs, les réglementations visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont limité la capacité de certaines organisations de la société civile à accéder aux fonds étrangers nécessaires à leur fonctionnement.⁴

Comme le note le Women Peacemakers Programme, l'aversion des banques pour le risque a pu signifier que les restrictions au financement du contre-terrorisme ont affecté de manière disproportionnée les petites organisations, telles que les groupes de femmes et les groupes LGBT, qui n'ont pas le pouvoir de négocier avec leurs banques⁵. Durant la même période, la nervosité des dirigeants d'États autoritaires à l'égard de mouvements populistes ou pro-démocratiques, y compris les "Révolutions des couleurs" de 2003, ont constitué un deuxième facteur de la fermeture de l'espace mondial pour la société civile. Entre 2004 et 2010, plus de cinquante pays ont promulgué de nouvelles mesures restreignant l'enregistrement, les activités, les manifestations, la communication publique et les actions des ONG.⁶

Le "printemps arabe" de 2010 a été suivi de plus de quatre-vingts nouvelles législations.⁷

Dans certains pays comme la Chine, l'Égypte et d'autres, les autorités ont ciblé des organisations et des militants individuels des droits de l'homme par des détentions, des dénonciations publiques dans les médias et des

³ The International Center for Not-for-Profit Law, "A mapping of existing initiatives to address legal constraints on foreign funding of civil society" (August 20, 2014), accessed April 14, 2016, <http://www.icnl.org/news/2014/20-Aug.html>.

⁴ Ariadne, EFC and IHRFG, "Briefing note for funders' workshop on the disabling environment for civil society."

⁵ Women Peacemakers Program, "Counterterrorism measures and their effects on the implementation of the women, peace and security agenda: Policy brief," accessed April 14, 2016, <https://www.womenpeacemakersprogram.org/resources/>.

⁶ International Center for Not-for-Profit Law, "A mapping of existing initiatives."

⁷ Douglas Rutzen, "Aid barriers and the rise of philanthropic protectionism," *International Journal of Not-for-profit Law* 17/1 (March 2015): 8.

disparitions d'avocats et d'autres défenseurs des droits de l'Homme.⁸

Un défi particulier pour les groupes de la société civile a été la multiplication de lois visant les "agents étrangers". La loi russe sur les "agents étrangers", sur lequel reposent des lois similaires dans un nombre croissant de pays, exige que les ONG de plaidoyer qui bénéficient d'un financement étranger s'inscrivent comme "agents étrangers", un terme qui, en Russie, a une forte connotation liée à l'espionnage du temps de la guerre froide. Les citoyens et les organisations de la société civile russes ne peuvent recevoir de subventions exonérées d'impôt que si le donateur figure sur une liste approuvée par le gouvernement, une liste qui exclut maintenant les fondations privées.⁹

Les représentants des gouvernements ont également le droit d'assister à tous les événements des OSC, y compris les discussions de stratégie interne.¹⁰

L'histoire complexe du financement du gouvernement américain en faveur des ONG qui ont combattu le socialisme dans certains pays a été mise en avant pour arguer que toute l'aide étrangère du Nord à la société civile du Sud devait être considérée comme suspecte.¹¹

Bien que ces restrictions aient touché toute la société civile dans les pays où elles ont été mises en place, il existe des dimensions spécifiques de la fermeture de l'espace de la société civile visant les groupes LGBT.

La législation homophobe et les violences qu'elle entraîne

Pour les organisations créées et dirigées par des personnes LGBT, les restrictions sur les opérations, le financement, les actions et l'expression publique ont longtemps été monnaie courante. De nombreux États restreignent arbitrairement les droits d'enregistrement et d'assemblée publique des organisations LGBT (par exemple les marches des fiertés, les festivals de films et les célébrations de la Journée internationale contre l'homophobie et la Transphobie, entre autres). Les restrictions sur les banques, la fermeture des sites Web LGBT d'information sur le VIH sous prétexte

⁸ Carmen Malena, *Improving the measurement of civic space* (London: Transparency and Accountability Initiative, May 29, 2015), accessed April 14, 2016, <http://www.transparency-initiative.org/reports/report-launch-improving-the-measurement-of-civic-space>.

⁹ Rutzen, "Aid barriers," 18.

¹⁰ Rutzen, "Aid barriers," 22.

¹¹ "U.S. Govt. Channels Millions Through National Endowment for Democracy to Fund Anti-Lavalas Groups in Haiti," *Democracy Now!* (January 23, 2006), accessed April 13, 2016, http://www.democracynow.org/2006/1/23/u_s_gvt_channels_millions_through; Ben A. Franklin, "Democracy project facing new criticisms," *New York Times* (December 4, 1985), accessed April 13, 2016, <http://www.nytimes.com/1985/12/04/us/democracy-project-facing-new-criticisms.html>.

de "pornographie" et le harcèlement des groupes et des activistes individuels font partie de l'expérience quotidienne des groupes LGBT de terrain dans de nombreux pays.¹²

Aux Philippines, en Turquie et dans d'autres pays, les lieux de rassemblement de la communauté LGBT ont été attaqués et les individus ont été poursuivis sous couvert de protection de la moralité publique¹³. En Europe de l'Est et en Russie, le refus fréquent d'autoriser de pacifiques marches a régulièrement conduit à la saisine de la Cour européenne des droits de l'Homme¹⁴.

Bien que ces restrictions existent de longue date, des observateurs comme le Rapporteur spécial des N.U. sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association ont observé une aggravation du climat ces dernières années. Dans son rapport sur la liberté de réunion, le Rapporteur spécial a fait observer que les répressions récentes sur le droit à la liberté d'association placent certains groupes à haut risque, tels que "les personnes handicapées; les jeunes, y compris les enfants; les femmes; les personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) ", et d'autres¹⁵. Il cite notamment les exemples de projets de lois sur la propagande de l'homosexualité en Ukraine, les interdictions russes des marches des fiertés homosexuelles et des lois au Nigeria et en Ouganda criminalisant non seulement l'homosexualité, mais aussi les organisations qui "favorisent" l'homosexualité, comme exemples d'utilisation croissante de l'orientation sexuelle et l'identité de genre comme "une base de discrimination explicite" dans les droits civils et politiques¹⁶.

Dans deux des exemples les plus marquants de cette tendance, la Russie et l'Ouganda ont spécifiquement ciblé les organisations LGBT en utilisant une série de lois sur

¹² Human Rights Watch, *Restrictions on AIDS Activists in China* (New York: June 2005), accessed April 3, 2016, <https://www.hrw.org/reports/2005/china0605/china0605.pdf>; Asia Catalyst, *Restrictions on AIDS NGOs in Asia* (2009), accessed April 15, 2016, <http://www.asiacatalyst.org/wp-content/uploads/2014/09/restrictionsAIDSngosi209-1.pdf>; Allison Jernow, "The backlash?" *IntLawGrrls* blog (June 21, 2012), accessed April 3, 2016, <http://www.intlawgrrls.com/2012/06/backlash.html>; Allison Jernow, "The ghost of Torkel Opsahl," *Jurist* (December 3, 2012), accessed April 3, 2016, <http://www.jurist.org/hotline/2012/12/allison-jernow-russia-discrimination.php>; "Freedom of Assembly, Association and Expression", *International Commission of Jurists SOGI Casebook*, accessed April 3, 2016, <http://www.icj.org/sogi-casebook-introduction/chapter-four-freedom-of-assembly-association-and-expression/>.

¹³ OutRight Action International, *Human rights violations on the basis of sexual orientation, gender identity, and homosexuality in the Philippines*, (New York: October 2012), accessed April 15, 2016, https://www.outrightinternational.org/sites/default/files/philippines_report.pdf; Sedef Çakmak, "No living on land or in air: Discourses of public morality and human rights violations of transgender individuals in Turkey," *Turkish Policy Quarterly* 11/4 (2013); accessed April 15, 2016, <http://turkishpolicy.com/Files/ArticlePDF/no-living-on-land-or-in-air-discourse-of-public-morality-and-human-rights-violations-of-transgender-individuals-in-turkey-winter-2013-en.pdf>.

¹⁴ Human Rights Watch, "Russia: European court rules gay pride ban unlawful," (October 21, 2010), accessed April 15, 2016, www.hrw.org/news/2010/10/21/russia-european-court-rules-gay-pride-ban-unlawful.

¹⁵ United Nations General Assembly, *Report of the Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association*, Maina Kiai (Human Rights Council twenty-sixth session, A/HRC/26/29; Geneva, April 14, 2014); para. 9.

¹⁶ United Nations General Assembly, *Report of the Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association*, Maina Kiai; para. 27.

les "agents étrangers" pour cibler les ONG qui reçoivent une aide internationale et de lois sur la "propagande de l'homosexualité" pour restreindre spécifiquement les réunions et les communications des organisations LGBT¹⁷. Dans ces deux pays, les mesures de répression sur les groupes LGBT ont constitué les premiers indicateurs de la répression de la société civile dans son ensemble.

Le début du 21ème siècle en Russie a été marqué par des répression croissantes de la dissidence, y compris le ciblage spécifique des défenseur(e)s féministes et LGBT, et le renouveau public des discours de promotion des "valeurs traditionnelles"¹⁸. Des politiques limitant la "promotion de l'homosexualité chez les mineurs" ont été adoptées dans un certain nombre de régions russes au début du 21ème siècle. Après le procès devant la Cour constitutionnelle pour renverser l'interdiction de la "propagande homosexuelle" de la région de Ryazan, ces lois se sont généralisées au niveau national¹⁹. En 2015-16 a eu lieu la condamnation du russe Sergey Alekseenko de l'ONG Maximum pour "propagande auprès de mineurs", avec une amende de 100 000 roubles. Les autorités ont également ciblé des sites Web LGBT nationaux, en fermant la page d'accès de "Children-404", une organisation s'adressant aux jeunes LGBT.²⁰

Dans le contexte de la fermeture de l'espace de la société civile, ce ciblage des organisations LGBT a entraîné une augmentation des attaques violentes contre les personnes LGBT. Comme l'ont noté deux ONG LGBT russes dans une soumission conjointe à un mécanisme des droits de l'Homme de l'ONU :

Depuis que la loi interdisant la "propagande de l'homosexualité" ... a été adoptée, le nombre d'attaques contre les membres de la communauté LGBT a augmenté ... Les agresseurs justifient leurs crimes. Ils disent que la victime était gay, ou l'attaque a été justifiée par la protection de la morale, des enfants et la lutte contre la violation de la loi sur la "propagande."²¹

17 Rutzen, "Aid barriers and the rise of philanthropic protectionism," 13.

18 Valery Sozayev, "Russia in the 21st century: A culture war caused by traditionalist revanchism," The situation of lesbian, gay, bisexual and transgender people in the Russian Federation (Last three months 2011- First half 2012), Russian LGBT Network (2012), accessed April 15, 2016, <http://civilrightsdefenders.org/files/Russian-Federation-LGBT-situation.pdf>.

19 "Russian court: Ban of 'gay propaganda to minors' is constitutional," UK Gay News, (March 31, 2010), accessed April 15, 2016, <http://www.ukgaynews.org.uk/Archive/10/Mar/3101.htm>.

20 "LGBT activist from Murmansk was found guilty of 'propaganda of homosexuality,'" Russian LGBT Network, accessed February 4, 2016, <https://LGBTnet.ru/en/content/LGBT-activist-murmansk-was-found-guilty-propaganda-homosexuality>; "Altai territory court has blocked a support resource for LGBT teenagers, 'Children-404,'" Russian LGBT Network, accessed February 4, 2016, <http://www.LGBTnet.org/en/content/altai-territory-court-has-blocked-support-resource-LGBT-teenagers-children-404>

21 Coming Out, Transgender Legal Defense Project (Rainbow Foundation), and Russian LGBT Network, Implementation of the International Covenant on Civil and Political Rights in the Russian

Dans le contexte russe, le ciblage des groupes LGBT préfigurait des mesures de répression plus radicales sur la société civile, qui ont ensuite été utilisées pour cibler les militants LGBT à nouveau.

Les lois de l'Ouganda criminalisant le "rapport charnel contre l'ordre naturel" ("carnal knowledge against the order of nature") datent du début du XXe siècle et imposent des peines de quatorze ans d'emprisonnement et de châtiments corporels.²² Cependant, en février 2014, l'Ouganda a promulgué un projet de loi anti-homosexualité encore plus draconien, avec des dispositions imposant une peine de cinq à sept ans pour la "promotion" de l'homosexualité. Le projet de loi a entraîné une vague d'homophobie nationale; il avait d'abord été proposé en 2009 et avait été promu par des chefs religieux chrétiens. En 2010, un média national intitulé Rolling Stone a publié des photographies de 100 personnes soit disant homosexuelles avec le titre "Pendez-les"²³.

La mise en œuvre de la loi a été fulgurante, y compris par une décision de juillet 2007 de la Cour suprême de l'Ouganda contre quatre militants qui ont poursuivi le ministre de l'éthique et de l'intégrité pour avoir fermé, sous couvert de "promotion" d'actes homosexuels, un atelier de février 2014 sur les droits des personnes LGBT. Par ailleurs un raid de la police a eu lieu sur un centre de recherche sur le VIH financé par les États-Unis, soupçonné de "recruter des homosexuels"²⁴. Les défenseurs des droits nationaux et internationaux ont également documenté une augmentation des incidents violents liés à la mise en œuvre de la loi et au ciblage des organisations LGBT pour "propagande". Il s'agit notamment de "recours occasionnel aux menaces, au harcèlement, à la violence physique et aux ingérences bureaucratiques lourdes pour entraver l'enregistrement et les opérations des ONG"²⁵. De plus, la violence des acteurs non étatiques semble être facilitée par les lois et "par les dirigeants politiques incitant à la violence à travers des déclarations publiques". Les personnes transgenres ont souvent été la cible principale de ces violences.²⁶

Federation: Sexual Orientation and Gender Identity Issues, Alternative Report (Submitted for the 111 session of the Human Rights Committee, Geneva, 7 July 2014): 4.

22 The Civil Society Coalition on Human Rights and Constitutional Law and Human Rights Awareness and Promotion Forum, Protecting morals by dehumanizing suspected LGBTI persons? A critique of the enforcement of the laws criminalizing same-sex conduct in Uganda, (October 2013), accessed April 15, 2016, <http://hrapf.org/publications/research-papers/>

23 Xan Rice, "Ugandan paper calls for gay people to be hanged," The Guardian, (October 21, 2010), accessed April 15, 2016, <http://www.theguardian.com/world/2010/oct/21/ugandan-paper-gay-people-hanged>.

24 Marie Harf, "Press statement: Raid on the Makerere University Walter Reed Project by Ugandan Authorities," (April 4, 2014), accessed April 15, 2016, <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/04/224431.htm>.

25 Human Rights Watch, Curtailing criticism: Intimidation and obstruction of civil society in Uganda (New York, 2012), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/report/2012/08/21/curtailing-criticism/intimidation-and-obstruction-civil-society-uganda>.

26 African Men for Sexual Health and Rights (AMSHer) and Coalition of African Lesbians (CAL), Violence based on real or perceived sexual orientation and gender identity in Africa (Pretoria,

Certains observateurs ont souligné que la répression des groupes LGBT a préfiguré un projet de loi ultérieur visant à restreindre toutes les organisations de la société civile. Dans ce cas, le ciblage par les autorités ougandaises des groupes LGBT semble avoir servi de "canari dans la mine de charbon", qui présageait également la fermeture de l'espace de la société civile pour d'autres OSC.

Réveil des Nationalismes et "tradition"

Un troisième facteur qui émerge dans les quatre pays examinés dans ce rapport est la montée du nationalisme et l'instrumentation de l'homosexualité comme phénomène "étranger".

Alors que la mondialisation a entraîné une circulation massive de capitaux, de biens, d'idées et de personnes qui relient les différentes parties du monde, le réveil du nationalisme dans de nombreux pays a constitué une résistance à la mondialisation. Citant un besoin de préserver l'intégrité nationale et la culture, les leaders politiques dans divers contextes religieux et culturels contestent publiquement les normes internationales relatives aux droits de l'Homme, demandent un retour aux "valeurs traditionnelles" qui respectent les normes binaires de genre et érigent l'hétérosexualité en emblème de la fierté nationale.

Dans les quatre pays étudiés pour ce rapport, les militants LGBT ont signalé des menaces politiques ou même physiques au nom du nationalisme, que ce soit la perturbation des événements privés par des extrémistes nationalistes ou la dénonciation publique par des hauts fonctionnaires de l'homosexualité comme "étrangère" aux traditions nationales. Le réveil du nationalisme, et les guerres culturelles et l'intégrisme religieux qu'il entraîne, provoque des tensions qui affectent l'espace plus large de la société civile.

Résilience et survie

Dans ce contexte difficile, les activistes interrogés dans le cadre de ce rapport, et leurs alliés, continuent de se mobiliser. Ils font part d'une variété de stratégies pour résister à la pression politique, y compris le recours aux tribunaux, le travail médiatique, la mobilisation de base et le dialogue avec les leaders religieux et communautaires. La création d'alliance d'OSC apparaît comme l'une des

principales tactiques que les groupes LGBT utilisent pour contrer la fermeture de l'espace de la société civile dans les quatre pays en question. Les liens avec d'autres secteurs de la société civile dans le même pays et avec les ONG et les réseaux LGBT régionaux et internationaux ont contribué à "construire le mouvement local et à renforcer l'engagement avec les forces régionales et internationales", explique Jessica Stern, de OutRight International.

Dans quelques cas, des recours en justice audacieux combinés avec la diffusion au niveau régional de l'information ont été récompensés par d'importants changements politiques. Figurant la façon dont les avancées dans un pays peuvent influencer d'autres pays dans la même région, les tribunaux du Botswana ont constaté en novembre 2014 que le refus d'inscrire un groupe LGBT, LEGABIBO, était "excessivement déraisonnable". La Cour d'appel du Botswana cite une décision judiciaire du Kenya d'autoriser l'enregistrement de la Commission nationale gay et lesbienne pour les droits de l'Homme, ainsi que les propres observations nationales du Botswana pour l'Examen périodique universel au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.²⁷

Cependant, le financement de ces stratégies reste un défi. Les militants qui ont parlé au GPP ont incriminé des procédures lourdes de demande de subvention et de rendus de rapports, des sources de financement limitées et un manque de possibilités de renforcement des capacités comme préoccupations sérieuses qui entravent leur capacité à résister aux pressions politiques auxquelles ils sont confrontés.

Ceci est conforme aux rapport du groupe "Fundiers for LGBTQ Issues", dont le rapport de 2010 qualifiait le financement à cette époque de "dangereusement insuffisant".²⁸ Six ans plus tard, les groupes LGBT confrontés au déferlement des lois homophobes et à la fermeture de l'espace de la société civile appellent à un soutien continu de leurs bailleurs et au soutien de nouveaux donateurs, afin de survivre.

²⁷ Thuto Rammogae et al v. the Attorney General of Botswana (2016), Court of Appeal Civil Appeal CACGB-128-14, High Court Civil Case number MAHGB-000175-13.

²⁸ Fundiers for LGBTQ Issues, A global gaze: Lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex grantmaking in the global south and east 2010 (New York: 2011), accessed April 15, 2016, https://www.lgbtfunders.org/files/A_Global_Gaze_2010.pdf.

2013), accessed April 15, 2016, <http://amshero.org/violence-based-on-perceived-or-real-sexual-orientation-and-gender-identity-in-africa/>.

Objectifs de recherche

Global Philanthropy Project (GPP) est un réseau collaboratif entre bailleurs de fonds et conseillers philanthropiques travaillant à développer le soutien philanthropique mondial afin de promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) du Sud et de l'Est. Établi en 2009, les seize organisations membres de GPP comprennent plusieurs des principaux bailleurs de fonds et conseillers philanthropiques pour les droits LGBT.

Le GPP reconnaît que les organisations de la société civile du monde entier sont de plus en plus confrontées à des restrictions et à des limitations qui se manifestent de différentes façons: les lois restrictives sur les ONG, la restriction des sources de financement, les accusations criminelles déformées, les raids arbitraires et les audits d'organisations, les restrictions à la liberté de réunion et d'expression. En outre, les membres de la communauté et les militants sont souvent victimes d'intimidation et de harcèlement. Cette tendance mondiale s'est traduite par un ciblage spécifique et des impacts aigus sur les activistes et les organisations LGBT. Alors que les militants LGBT déclarent de manière empirique qu'ils opèrent dans des environnements de plus en plus contraignants, cette réalité a été peu documentée. L'objectif de cette étude est de commencer à développer une compréhension approfondie des défis auxquels sont confrontés les militants LGBT et comment ces militants cherchent à contrer les restrictions légales. De plus, le GPP vise à fournir des conseils et à partager des ressources éducatives pour les donateurs afin de soutenir ces efforts.

Méthodologie

Ce rapport a été élaboré et rédigé par Meg Davis, sur une période de 15 jours entre mars et avril 2016.

Une liste restreinte de pays a été élaborée à partir d'une recherche initiale, et les quatre pays ciblés ont été identifiés par le GPP en consultation avec les membres donateurs. Les pays ont été sélectionnés pour représenter les tendances actuelles dans les quatre régions d'Afrique, d'Asie, d'Asie centrale et d'Europe; les contraintes de temps signifiaient que d'autres régions ne pouvaient pas être couvertes dans ce rapport. Bien que l'expérience des organisations LGBT à l'échelle mondiale soit diverse et façonnée par l'histoire et la culture uniques de chaque pays, ces quatre pays ont été considérés comme représentatifs de réalités communes au niveau mondial. Ils révèlent cependant également une certaine diversité de contexte entre des pays ayant des traditions religieuses et culturelles différentes, ainsi que des différences entre les démocraties émergentes et les États avec des institutions démocratiques plus solides.

L'étude documentaire initiale englobait les recherches académiques et les rapports des organismes des Nations Unies, de la société civile et des donateurs, ainsi que des rapports médiatiques. Une liste restreinte de 30 personnes interrogées a été identifiée par la chercheuse en consultation avec les membres du GPP. D'autres personnes ont été identifiées lors des entretiens. 26 personnes ont contribué par voie électronique à la recherche et 19 ont accepté d'être interviewées, notamment des militants issus des quatre pays, des experts internationaux des droits de l'homme, des personnels de l'ONUSIDA et des chercheurs. Une petite liste de questions ouvertes a été partagée avec chaque personne interviewée à l'avance, et les entretiens non structurés ont été effectués par vidéoconférence ou par téléphone en anglais.

La méthodologie avait des limites, y compris des contraintes de temps qui limitaient le nombre d'entretiens et la quantité des recherches documentaires, l'absence de visites sur le terrain, les différences linguistiques, et la difficulté d'atteindre les principaux militants alors qu'ils

faisaient face à des crises urgentes.

Organisations de personnes Transgenre ou Intersexuées – Ce rapport n'a pas identifié spécifiquement de cas de fermeture ou autres atteintes à des groupes de personnes transgenres ou intersexuées dans les quatre pays étudiés. Cependant, cela ne devrait pas indiquer que de telles atteintes ne se produisent pas.

Global Action for Trans Equality (GATE) a noté le nombre relativement faible et la faible visibilité des organisations dirigées par les personnes Trans. Les préoccupations spécifiques des personnes Trans et intersexuées sont souvent incluses dans les programmes des organisations travaillant à la fois sur l'orientation sexuelle et les questions d'identité de genre. Un rapport de GATE et Open Society Foundations documente de nombreux obstacles à l'établissement, au développement et au financement adéquat des organisations des personnes Trans et intersexuées.²⁹ De même, les défenseurs des personnes Trans affirment que la limitation du financement des associations Trans a entravé leur capacité à participer à la gouvernance nationale et internationale.³⁰

Les violences documentées dans ce rapport éclatent souvent pendant les débats publics sur des législations homophobes, ce qui peut également créer des risques accrus pour les défenseurs transgenres. Plusieurs personnes interrogées dans le cadre de ce rapport ont souligné des cas précis et bien médiatisés de violation des droits de membres et de défenseurs de la communauté transgenre, y compris par la police, et ont noté que de telles attaques augmentaient leur marginalisation³¹. La recherche menée pour ce rapport n'a pas révélé de cas d'attaques contre des groupes de personnes intersexuées.

Ce rapport confirme qu'une recherche plus approfondie est nécessaire pour mieux documenter comment la fermeture de l'espace de la société civile peut affecter spécifiquement les défenseurs transsexuels et intersexués et leurs organisations.

²⁹ Global Action for Trans Equality (GATE) and Open Society Foundations, *Advancing Trans* Movements Worldwide: Lessons from a dialogue between funders and activists working on gender diversity* (2014), accessed April 3, 2016, <http://transactivists.org/2014/09/16/advancing-trans-movements-worldwide-a-meeting-for-funders-and-activists-working-on-gender-diversity/>.

³⁰ IRGT: A Global Network of Trans Women and HIV, *Most impacted, least served: Ensuring the meaningful engagement of transgender people in Global Fund processes*, 2016.

³¹ Asia Catalyst, Beijing Zuoyou, and Shanghai CSW & MSM Center, *My life is too dark to see the light: A survey of the living conditions of transgender female sex workers in Beijing and Shanghai* (New York: January 2015), accessed April 15, 2016, <http://asiacatalyst.org/wp-content/uploads/2014/09/Asia-Catalyst-TG-SW-Report.pdf>.

“D’abord, ils ont jeté des cocktails Molotov ..”

Kirghizistan

Le Kirghizistan a été un point focal pour les organisations de la société civile, y compris les groupes LGBT, de la région d’Asie centrale. Mais au cours des trois dernières années, le gouvernement a réussi à restreindre l’espace de la société civile avec une nouvelle législation inspirée par la Russie. Parallèlement, le dépôt d’un projet de loi sur la “propagande LGBT” et la couverture médiatique sensationnaliste que cela a entraîné ont créé un environnement qui semble favoriser la violence homophobe.

En 2013, les députés ont déposé un projet de loi sur les “agents étrangers”, inspiré par la loi en Russie. Ce projet prévoit que toute organisation recevant des fonds étrangers et s’engageant dans une “activité politique” soit tenue de s’inscrire comme “agent étranger”. Au Kirghizistan, un projet de loi est soumis à trois lectures parlementaires avant d’être envoyé au président pour signature. En mai 2015, le projet de loi a été adopté en première lecture. Un fonctionnaire de l’ONU a déclaré sous couvert d’anonymat que “(Le projet de loi sur les agents étrangers) est une carte qu’ils jouent tout le temps – ils la retirent puis la jouent à nouveau” En mai 2014, le Ministère de la Justice a également proposé un projet de loi qui “interdit” les ONG non enregistrées, mais ce projet a été retiré en novembre³². Dans une interview de



Photo by Labrys

mars 2014, le président Atambaev a explicitement lié les ONG aux menaces sur la sécurité nationale:

Certaines OSC ne se soucient pas de savoir d’où vient leur argent, d’où viennent les ordres et quel travail elles doivent exécuter...Il existe des forces qui visent à déstabiliser la situation au Kirghizistan et à répandre le chaos en Asie centrale et dans certaines parties de la Chine.³³

Dans ce climat de tension et de contrôle accrus des organisations de la société civile en 2014-15, le parlement du Kirghizistan a également introduit un projet de loi sur la “propagande LGBT” lors de deux lectures (voir encadré). Une troisième lecture est toujours en attente. Le projet de loi, fondé étroitement sur les lois russes, modifie les lois existantes, y compris le Code pénal, le Code administratif et d’autres lois, pour criminaliser la “propagande en faveur de relations sexuelles non traditionnelles”, en particulier la “distribution d’informations visant à développer une attitude positive envers

les relations sexuelles entre personnes de même sexe par le biais des médias de masse”. Bien que le ministre de la Justice, entre autres, ait soulevé des inquiétudes quant à la loi sur les agents étrangers et la loi sur la “propagande LGBT” qui viole les droits de l’homme” et bien que les députés qui ont lancé le projet de loi n’aient pas été reconduits dans leurs mandats, ces deux projets de loi pourraient être ratifiés en 2016³⁴.

Le plaidoyer a été mené en coalition: les groupes LGBT ont travaillé avec la Coalition contre la discrimination, un réseau de groupes de défense des droits civils, pour recueillir près de 800 signatures sur un appel ouvert, incitant les législateurs à rejeter le projet de loi sur la “propagande LGBT”³⁵. L’ambassade des États-Unis, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Haut-Commissariat aux droits de l’Homme se sont ouvertement opposés au projet de loi. Cependant, un responsable de l’ONU a suggéré que le plaidoyer silencieux (“quiet advocacy”), y compris

32 Human Rights Watch, “Kyrgyzstan,” World Report 2015 (New York, 2015), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/kyrgyzstan>.

33 Rutzen, “Aid barriers and the rise of philanthropic protectionism,” 27.

34 Catherine Putz, “Kyrgyz anti-gay propaganda law moves forward,” The Diplomat (June 26, 2015), accessed April 15, 2016, <http://thediplomat.com/2015/06/kyrgyz-anti-gay-propaganda-law-moves-forward/>.

35 Human Rights Watch, “Kyrgyzstan.”

l'invitation d'un groupe de députés à Genève à des fins de sensibilisation, avait été le plus efficace:

Si vous criez à haute voix, vous ne faites qu'attirer plus l'attention. Ce genre de projet de loi a le soutien de l'opinion publique. Nous avons convenu de travailler avec les partenaires un par un, en expliquant pourquoi [le projet de loi] n'est pas bon.

Ce fonctionnaire de l'ONU a suggéré que le projet de loi sur la "propagande LGBT" pourrait avoir été une réponse à la couverture médiatique d'un rapport de 2014 de Human Rights Watch sur la violence policière contre les hommes homosexuels au Kirghizistan, qui a généré une couverture médiatique intense et entraîné des menaces via les médias sociaux contre un militant kirghize LGBT et une fatwa contre les relations homosexuelles par le Grand Mufti.³⁶

Plusieurs personnes interrogées par GPP ont déclaré que la couverture médiatique sensationnaliste lors du débat public sur le projet de loi sur la "propagande LGBT" avait créé un climat propice à la violence homophobe et transphobe. La violence était déjà monnaie courante: le rapport 2014 Human Rights Watch avait déjà documenté la violence généralisée contre les personnes LGBT au Kirghizistan, souvent par la police, y compris "l'extorsion, les mauvais traitements et la violence sexuelle tels que le viol, y compris avec des objets extérieurs".³⁷ Cependant, Dans le sillage du projet de loi, la violence a également commencé à cibler les groupes LGBT.

En 2015, deux attaques contre Labrys,

³⁶ "Kyrgyz mufti issues fatwa against gays, challenges HRW," Radio Free Europe (January 30, 2014), accessed April 3, 2016, <http://www.rferl.org/content/kyrgyzstan-mufti-gay-fatwa/25247925.html>.

³⁷ "Kyrgyzstan: Police abuse, extortion of gay men," Human Rights Watch (January 28, 2014), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/news/2014/01/28/kyrgyzstan-police-abuse-extortion-gay-men>.

un centre communautaire LGBT, ont eu lieu dans la foulée du dépôt du projet de loi sur la "propagande LGBT". La première attaque a eu lieu le 3 avril 2015, lorsque le bureau de Labrys a été attaqué avec des cocktails Molotov (voir photo). En parlant à GPP, Sanjar Kurmanov de Labrys se souvient:

Heureusement, personne n'était là. Une des bouteilles est tombée sur la maison, mais ne s'est pas enflammée. Dieu nous a sauvés. Les autres sont tombées dans la cour, il n'y a pas eu de gros incendie.

Kurmanov a noté que la tentative de bombardement avait suivi une série d'incidents d'abus verbaux et de jets d'œufs contre leurs bureaux. Le groupe possédait et occupait en toute sécurité le bâtiment depuis cinq ans. "C'était notre propre maison, nous l'avions achetée. Nous ne nous attendions pas à ce que un jour nous devrions en partir."

Compte tenu de l'histoire de la violence policière et du harcèlement des personnes LGBT au Kirghizistan, Labrys était réticente à signaler l'attaque à la police.

Pour expliquer cette réticence, Kurmanov a décrit deux cas dans lesquels des femmes transgenres ont été dénudées et photographiées nues par la police, qui a partagé les photographies sur les réseaux sociaux. Labrys a aidé les victimes à poursuivre la police pour dommages et a gagné des jugements de 1000 \$ US dans un cas et environ 800 US \$ dans l'autre. Mihra Rittmann, un chercheur de Human Rights Watch sur le Kirghizistan, qui a été interdit de séjour dans le pays, observe: "La communauté LGBT n'a aucune confiance qu'elle sera traitée de manière équitable par les forces de l'ordre dans tout le Kirghizistan.

La police ayant mal instruit une deuxième attaque contre Labrys le mois suivant, cette méfiance n'en a été que renforcée. En mai 2015, une célébration privée de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie (également appelée IDAHOT, 17 mai) organisée par Labrys dans un restaurant pour 20 militants a été perturbée lorsque environ 30 membres de deux groupes nationalistes ont attaqué le groupe. Kurmanov a déclaré:

"Soudain, ils sont venus à nous et ont commencé à frapper à la porte en disant que nous étions illégaux et que nous devions quitter cet endroit sinon ils allaient tout brûler, ils nous tueraient ... Ensuite, nous avons appelé la police. Lorsque la police est venue, ils ne nous ont pas considérés comme victimes, [c'était] comme si nous étions les fautifs."

La police a emmené cinq des assaillants et 20 personnes qui célébraient l'IDAHOT au poste de police, enfermant les attaquants et les victimes dans la même salle de détention pendant cinq heures.

"Nous avons attendu le chef du département pendant cinq heures. Nous n'avons pas pu acheter de la nourriture ou de l'eau. C'était comme si nous étions suspects. Les 5 [attaquants] essayaient de nous photographier. Lorsque nous avons effectué nos dépositions ... l'un des membres de la police a communiqué nos adresses [aux attaquants]. Lorsque nous avons remarqué cela, nous avons commencé à crier qu'il n'avait pas le droit de le faire. [La police] a nié [qu'ils l'avaient fait].

Ensuite, ces 5 membres des groupes nationalistes et de la police ont partagé leurs repas ensemble. Nous leur avons demandé de nous permettre d'acheter

quelque chose, nous voulions manger, boire et utiliser la salle de bain. Ils nous l'ont permis au bout de 2 heures. Certains de [nos membres] étaient séropositifs, nous demandions des médicaments et ils ne nous ont pas permis [d'avoir les médicaments] Vers minuit, nous avons pu quitter l'endroit."

Labrys poursuit aujourd'hui ses plaintes contre la police et poursuit son travail. Malgré tout ce qui s'est passé, le groupe a ouvert un nouveau centre communautaire en mars 2016. Selon Rittmann, "les militants LGBT qui ont poursuivi leur travail ont montré combien ils sont courageux. Ils jouent un rôle très important dans la sensibilisation et l'information de la communauté internationale".

Alors que les attaques n'étaient pas explicitement liées aux efforts déployés par le gouvernement pour fermer l'espace pour la société civile ou le dépôt du projet de loi sur la "propagande LGBT", certaines des personnes interrogées ont vu ces attaques comme un résultat indirect de la stratégie du gouvernement de faire des organisations LGBT des boucs émissaires, et de la couverture médiatique liée au projet de loi. Dans ce contexte instable, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux se préparant à se désengager du Kirghizistan qui a été reclassifié comme pays à revenu intermédiaire inférieur, les défenseurs ont souligné la nécessité cruciale pour les bailleurs de fonds de continuer à soutenir les défenseurs des personnes LGBT. Rittmann a noté que, compte tenu des luttes semblables qui se déroulent sur la fermeture de l'espace de la société civile et des lois homophobes dans les pays voisins, les réseaux régionaux qui intègrent les militants LGBT russes sont plus importants que jamais: "Leurs expériences sont différentes, mais ils partagent une histoire et une langue. Il serait bénéfique pour les groupes

d'Asie centrale d'entendre l'expérience des militants russes, y compris en terme de plaidoyer".

Kurmanov a exprimé ses inquiétudes quant à l'arrêt imminent des aides bilatérales et internationales, alors que le Kirghizistan est reclassifié comme un pays à revenu intermédiaire inférieur. Il a notamment mentionné les plans du

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de se désengager de la réponse sanitaire en 2018 et aux prévisions des Pays-Bas de se désengager en 2020. "Nous avons besoin de plus de bailleurs au Kirghizistan parce que la situation empire, année par année", dit-il. "Nous ne voulons pas cela, nous voulons nous battre".

La loi de la République kirghize

"**Sur les amendements à certains actes législatifs de la République kirghize**" - Traduction non officielle

Article 1 - Adopter des amendements au Code pénal de la République kirghize (document d'état du Jogorku Kenesh de la République kirghize, 1998, n° 7) à ajouter à: Code pénal l'article 262-2:

Article 262-2. Propagande des relations sexuelles non traditionnelles par les médias
La propagande des relations sexuelles non traditionnelles, c'est-à-dire la distribution d'informations visant à former une attitude positive envers les relations sexuelles entre personnes de même sexe par le biais des médias, y compris l'Internet, en direction de mineurs, **est passible d'une amende de 30 à 60 taux calculés ou d'emprisonnement de 6-12 mois.**

Article 2 - Adopter des modifications au Code administratif de la République kirghize (document d'état du Jogorku Kenesh de la République kirghize, 1999, n° 2).

1. Modifier le Code avec l'article 66-12:

"Article 66-12. Propagande des relations sexuelles non traditionnelles

La propagande des relations sexuelles non traditionnelles destinées à la formation de l'orientation non traditionnelle, à la formation d'attitude positive envers les relations sexuelles non traditionnelles ou à l'imposition d'informations favorisant les relations sexuelles non traditionnelles, qui partagent une conception déformée ou perversie des valeurs sociales de la sexualité traditionnelle et non traditionnelle, si ces informations ne contiennent pas de caractéristiques qui prévoient des sanctions pénales, sont passibles d'une amende administrative: personnes physiques 8-15 taux calculés, personnes morales 100 à 300 taux calculés.

Remarques. Les relations sexuelles non traditionnelles impliquent des relations sexuelles entre personnes de même sexe.

2. Paragraphe 3 de l'article 1 partie 1 de l'article 556-1 après "66-11" pour ajouter "66-12"

Article 3 - Adopter des modifications à la loi de la République kirghize "En réunion pacifique" (journal "Erkin-Too" du 29 mai 2012, n° 47) pour ajouter ce qui suit: Partie 2 de l'article 15 à ajouter l'article 5) "propagande de relations sexuelles non traditionnelles"

Article 4 - Faire des amendements à la loi de la République kirghize "Sur les médias" (journal "Erkin-Too" le 4 août 1992, n° 99) pour ajouter ce qui suit: Partie 1 de l'article 23 pour ajouter la clause) "propagande de relations sexuelles non traditionnelles"

Article 5

1. La loi entre en vigueur à la date de publication.

2. Le Gouvernement de la République kirghize doit mettre les actes normatifs en conformité à la loi dans un délai de trois mois.

Président de la République kirghize

“Nous avons soudainement touché un socle d’homophobie”

Indonesia

En janvier 2016, la presse internationale a dénoncé une explosion de propos homophobes par de hauts fonctionnaires. Les autorités indonésiennes ont également contraint directement les bailleurs de fonds étrangers des groupes LGBT à cesser leurs financements. Ces attaques verbales n’ont pas eu lieu dans un climat de fermeture de l’espace de la société civile pour toutes les ONG, ce qui rend le contexte Indonésien différent de celui du Kirghizistan. Dans cette étude de cas, les déclarations extrêmes des hauts fonctionnaires – parfois comparables à celles sur la “sécurité nationale” utilisées par les fonctionnaires du Kirghizistan et d’autres pays, tournant au discours de haine – sont le principal moteur de la fermeture des espaces pour les groupes LGBT.

Démocratie dynamique, l’Indonésie abrite un vaste et diversifié secteur de la société civile. Cela a inclus un nombre croissant de groupes LGBT nationaux et locaux, qui ont émergé depuis plusieurs décennies. Selon le PNUD et USAID, qui ont publié conjointement un aperçu complet de l’activisme LGBT en Indonésie, il existe 119 organisations LGBT dans 28 des 34 provinces du pays³⁸. Des années 1980 à nos jours, les groupes LGBT indonésiens ont augmenté en taille et en portée, notamment par la formation d’un réseau national qui travaille en partenariat avec les organismes gouvernementaux

dans la mise en œuvre de la réponse nationale au VIH.

Cette histoire n’a pas été sans perturbation: la police indonésienne a parfois limité les réunions LGBT, y compris par le blocage de la quatrième conférence d’ILGA Asie en mars 2010; et le climat pour les activistes dans les provinces a longtemps été difficile. Mais pour les groupes LGBT dans la capitale Jakarta, l’espace de plaidoyer, d’opération et de mobilisation de la communauté a été relativement ouvert. Cela reflète l’espace relativement ouvert pour la société civile dans son ensemble: le président actuel Joko Widodo, populairement connu sous le nom de Jokowi, était un candidat populiste qui est entré en fonction lors d’une vague de sentiment réformiste et anticorruption.

Dans ce contexte, les attaques du début de 2016 sur les groupes LGBT sont apparues d’autant plus étonnantes par leur soudaineté et leur férocité. Les militants et les observateurs interrogés par le GPP ont reconnu qu’ils n’avaient pas prévu les attaques. “Nous avons soudainement vu un socle énorme d’homophobie remonter à la surface”, a déclaré un responsable de l’ONU qui a parlé sous couvert d’anonymat, afin de protéger les programmes nationaux en cours.

La répression de 2016 a commencé par une controverse relativement mineure sur la distribution de dépliants par un groupe d’étudiants LGBT de l’Université d’Indonésie en janvier. En réponse, le ministre de la Technologie, de la Recherche et de l’Enseignement Supérieur Muhammad Nasir a fait une déclaration le 25 janvier exprimant qu’il n’y avait pas de place pour les personnes LGBT à l’université et que le groupe étudiant n’avait pas le droit d’exister.³⁹

Cette attaque contre la liberté de réunion pour les étudiants LGBT a été rapidement relayée par les médias et amplifiée par d’autres hauts fonctionnaires du gouvernement, qui ont joué l’escalade par une série de déclarations médiatiques homophobes qui se sont succédées tout au long des mois de février et mars. Certaines de ces déclarations ont commencé à contenir des extrapolations dangereuses: comme au Kirghizistan, en Indonésie l’homosexualité a été liée aux menaces sur la sécurité nationale lorsque le ministre de la Défense a qualifié le plaidoyer LGBT de “plus dangereux que la guerre nucléaire” et a déclaré qu’il s’agissait d’une forme de guerre par procuration visant à miner l’État indonésien.⁴⁰ L’ancien ministre indonésien de l’Information et des Communications Tifatul Sembiring a tweeté que le Prophète a appelé que les homosexuels soient mis à mort, ce pour quoi il a été accusé d’incitation à la haine.⁴¹

De nombreuses autres attaques publiques ont porté sur la restriction de la liberté d’expression. Le ministère de l’Information et de la Communication a bloqué 477 sites avec du contenu LGBT, en utilisant les importants pouvoirs conférés par la loi sur la pornographie et les actes pornographiques de 2006 pour restreindre les comportements sexuels publics de toute nature. La Commission indonésienne de la radiodiffusion a interdit aux hommes de s’habiller ou d’agir de manière efféminée à la télévision nationale.⁴² Quelques jours plus tard, la Commission parlementaire pour la défense, les affaires étrangères

40 “Minister: LGBT movement more dangerous than nuclear warfare,” Tempo (February 23, 2016), accessed April 15, 2016, <http://entempo.co/read/news/2016/02/23/055747534/Minister-LGBT-Movement-More-Dangerous-than-Nuclear-Warfare>

41 “Former Indonesian cabinet minister calls for ‘homosexuals’ to be ‘put to death,’” BuzzFeed (February 26, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.buzzfeed.com/lesterfeder/former-indonesian-cabinet-minister-calls-for-homosexuals-to-#yqQwld7d9>.

42 Darren Wee, “Indonesia bans effeminate men on TV,” Gay Star News (February 29, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.gaystarnews.com/article/indonesia-bans-effeminate-men-on-tv/#gs.nll>.

38 UNDP, USAID, Being LGBT in Asia: Indonesia country report. (Bangkok, 2014), accessed April 15, 2016, <http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/operations/projects/overview/being-lgbt-in-asia.html>.

39 “LGBT not welcome at university: Minister,” The Jakarta Post (January 25, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.thejakartapost.com/news/2016/01/25/lgbt-not-welcome-university-minister.html>.

et l'information a recommandé "des mesures pour renforcer les contrôles de [la Commission indonésienne de la radiodiffusion] sur la diffusion de contenu LGBT⁴³, ainsi que pour sanctionner avec sévérité la diffusion de contenu LGBT". Et le ministère de la communication a même ordonné à des applications de messagerie de supprimer des contenus LGBT, comme des emojis (émoticones), qui ne "respectent pas la culture" de l'Indonésie⁴⁴. De façon inquiétante, les leaders religieux ont commencé à exiger que le Parlement dépose une nouvelle loi pour bloquer l'enregistrement légal des organisations LGBT. À Yogyakarta, les autorités policières et locales ont fermé Al Fatah Pesantren Waria, une école pour étudiants transgenres, en réponse à la pression d'un groupe religieux islamique.⁴⁵

Dans ce climat d'accélération de la pression politique, un certain soutien est venu de certaines personnalités politiques progressistes, y compris le ministre des Affaires politiques, légales et de sécurité, Luhut Pandjaitan, qui a appelé à la protection des droits des personnes LGBT (bien qu'il ait également déclaré qu'il croyait que l'homosexualité devait être "guérie").⁴⁶

Le vice-président Jusuf Kalla s'est prononcé contre le passage de toute loi visant à "interférer dans les affaires privées des citoyens".⁴⁷ Le caucus Pancasila de la Chambre des représentants a publié une déclaration affirmant que les personnes LGBT ont

le droit à la "protection et à se sentir en sécurité, tout comme les autres citoyens".⁴⁸

Cependant, même sans l'adoption de lois spécifiques visant la société civile ou les groupes LGBT, le contexte est devenu de plus en plus menaçant pour les groupes LGBT de par les restrictions radicales sur les médias en ligne, un outil essentiel pour atteindre les personnes LGBT isolées, les déclarations hostiles de hauts fonctionnaires et la menace imminente de restrictions potentielles sur l'enregistrement des ONG. Certains ont commencé à voir des signes d'implication d'agents de renseignement nationaux dans la surveillance et le contrôle des organisations LGBT. Après un affrontement entre les agents de renseignement nationaux et un groupe LGBT lors d'une formation pour environ 25 personnes qui avait été planifiée dans un hôtel de confiance, les militants ont commencé à chercher des lieux moins publics pour tenir les réunions.

Grace Poore, de OutRight International, affirme que l'espace à Jakarta, précédemment considéré comme ouvert pour les groupes LGBT, s'est considérablement resserré et les menaces sont de plus en plus courantes:

"Au moins un groupe que je connais à Jakarta a reçu des SMS ou des messages en ligne leur disant "Si vous continuez à faire ce travail, nous allons vous tuer." Dans les provinces, vous avez des membres de groupes fondamentalistes [qui] vont directement s'adresser à un militant, par exemple une personne Trans visible, et directement menacer cette personne. L'un de nos partenaires du Kalimantan de l'Est a vu des membres du groupe s'adresser à lui en disant qu'ils allaient le violer, tuer les membres de sa famille et le tuer aussi. "

48 Ferdinand Waskita, Pernyataan Pers Kaukus Pancasila DPR RI, "Kaukus Pancasila DPR RI Tegaskan LGBT Juga Warga Negara yang Berhak Dilindungi," *Tribun Nasional* (February 21, 2016), accessed April 3, 2016, <http://www.tribunnews.com/nasional/2016/02/21/kaukus-pancasila-dpr-ri-tegaskan-lgbt-juga-warga-negara-yang-berhak-dilindungi>.

Alors que de telles attaques homophobes et transphobes étaient auparavant inhabituelles à Jakarta, a-t-elle déclaré, les défenseurs craignent qu'elles ne deviennent plus fréquentes, l'homophobie des dirigeants politiques jetant de l'huile sur le feu de la couverture sensationnaliste des médias.

Certains groupes LGBT ont commencé à explorer des mesures de sécurité pour protéger les défenseurs, les groupes et les membres de la communauté de la violence et de l'intimidation⁴⁹. D'autres ont indiqué avoir éliminé dans l'urgence le contenu potentiellement dangereux de leurs sites Web et avoir modifié leurs habitudes de travail et de voyage pour gérer les risques.

Les fonctionnaires ont également ciblé spécifiquement le financement étranger des groupes LGBT. Le vice-président Jusuf Kalla a déclaré publiquement que l'Agence nationale de planification du développement avait convoqué le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Indonésie et leur a demandé de mettre fin à toutes les activités nationales liées à un programme LGBT régional, y compris le financement du PNUD pour les groupes LGBT nationaux⁵⁰. Les militants ont déclaré avoir appris que d'autres donateurs en Indonésie ont également été appelés à cesser de financer les organisations LGBT. Le militant Dédé Oetomo a déclaré que certains donateurs acceptent les restrictions sur les financements LGBT afin de pouvoir poursuivre leurs autres programmes:

"Certains [donateurs bilatéraux et multilatéraux] m'ont dit qu'ils avaient d'autres programmes, la réduction de

49 "Under attack, Indonesian LGBT groups set up safe houses, live in fear," *Trust* (March 9, 2016), accessed April 15, 2016, <http://news.trust.org/item/20160309010251-30zrd/>.

50 Haeril Halim, Hans Nicholas Jong and Nurul Fitri Ramadhani, "Govt. demands UNDP remove funding for LGBT programs," *Jakarta Post* (February 16, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www2.thejakartapost.com/news/2016/02/16/govt-demands-undp-remove-funding-lgbt-programs.html>.

43 Human Rights Watch, "Indonesia: Don't censor LGBT speech," (March 9, 2016), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/03/09/indonesia-dont-censor-lgbt-speech>.

44 HRW, "Indonesia: Don't censor."

45 Bambang Muryanto, "Transgender Muslims in fear after school shutdown," *The Jakarta Post*, February 29, 2016. Accessed April 14, 2016, <http://www.thejakartapost.com/news/2016/02/29/transgender-muslims-fear-after-school-shutdown.html>.

46 "Luhut agrees LGBTs need rights protected but says they are diseased," *Jakarta Post* (February 16, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.thejakartapost.com/news/2016/02/16/luhut-agrees-lgbts-need-rights-protected-says-they-are-diseased.html>.

47 "No need for government to issue law on LGBT: VP," *Antara News* (February 19, 2016), accessed April 3, 2016, <http://www.antaranews.com/er/news/103214/no-need-for-govt-to-issue-law-on-lgbt-vp>.

la pauvreté, l'eau potable. Oui, bien sûr, c'est important. Au début des années 90, lorsque le gouvernement a arrêté tout le financement néerlandais ... NOVIB et HIVOS ont effectivement mis en place des entreprises en Indonésie et ont continué à financer les organisations, principalement de défense des droits de l'Homme, ainsi que des groupes de défense des travailleurs et des agriculteurs."

Il a suggéré que des stratégies comme celle-ci, impliquant l'enregistrement d'entreprises nationales qui pourraient assurer la continuité du financement des organisations nationales, devraient être poursuivies par les bailleurs dans le contexte de la fermeture de l'espace de la société civile pour le travail des organisations LGBT.

Grace Poore a noté que le financement des programmes LGBT en Indonésie pourrait être maintenu si cela se fait tranquillement et avec sensibilité, et sans visibilité publique des bailleurs. Selon elle, les bailleurs qui adoptent un profil bas s'en sortent mieux dans ces contextes de restriction :

"[Les bailleurs de fonds qui réussissent dans ces contextes] sont discrets. Avant d'approuver une demande de subvention, ils ont une approche exploratoire rigoureuse, mais une fois qu'ils décident de financer un organisme LGBT, ils lui permettent d'utiliser l'argent de la manière la plus efficace sur le terrain. Ils sont rigoureux à propos des exigences de reporting mais en gros ils n'interfèrent pas."

Notant que certains membres du personnel des organismes donateurs sont devenus personnellement engagés et ont répondu directement aux crises, Mme Poore a commenté que la manifestation de participation personnelle des bailleurs faisait une réelle différence pour les défenseurs nationaux en cas de crise.

Le financement international de la santé pour l'Indonésie est également confronté à des décisions difficiles. À la fin de février, la nouvelle direction de la plus grande union nationale des musulmans, Nahdlatul Ulama (NU), a publié des déclarations publiques appelant à la criminalisation des personnes LGBT et indiquant que l'homosexualité était "incompatible avec la nature humaine"⁵¹. Suite à des critiques publiques de sa position, le département santé de NU a publié une déclaration supplémentaire qui réitère sa position selon laquelle "les tendances des lesbiennes, des gais, des bisexuels et des personnes transgenres (LGBT) sont une forme de perversion et les pratiques des personnes LGBT sont une profanation de la dignité humaine". NU a demandé que des lois soient adoptées pour interdire l'homosexualité et prévoir la "réhabilitation" des personnes LGBT⁵².

NU est actuellement bénéficiaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme jusqu'en juin 2016 et est considérée comme un partenaire potentiel pour la mise en œuvre du prochain cycle de financement du Fonds mondial qui débute en 2017. Ce financement concerne aussi le travail de prévention du VIH parmi les populations clés vulnérables au VIH. En 2015, le Fonds mondial a intégré les normes minimales relatives aux droits de l'Homme dans tous les accords de subvention, y compris un engagement envers la non-discrimination et la mise en place d'une procédure de plainte pour ceux qui croient avoir été victimes d'abus de droits et de discrimination. En 2015, le Fonds mondial a également approuvé

51 Fedina S. Sundaryani, "NU joins anti-LGBT bandwagon with edict," Jakarta Post (February 27, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.thejakartapost.com/news/2016/02/27/nu-joins-anti-lgbt-bandwagon-with-edict.html>.

52 Suara Nahdlatul Ulama, "Pernyataan Sikap LKNU Terkait Tindakan Dukung LGBT", Indonesian original accessed April 3, 2016, <http://www.nu.or.id/post/read/66290/pernyataan-sikap-lknu-terkait-tindakan-dukung-LGBT>. Unofficial translation provided by Kyle Knight, Human Rights Watch.

une politique selon laquelle son financement ne peut être utilisé pour imposer des traitements, y compris les "remèdes contre l'homosexualité".

Les défenseurs indonésiens ont écrit au mécanisme de surveillance interne du Fonds mondial, le mécanisme de coordination national, exigeant qu'il réponde aux déclarations de NU. Les agences des Nations Unies et les militants engagés dans la lutte contre le VIH affirment avoir l'intention de suivre de près les activités de NU.

Comme on le voit ici, le plaidoyer indonésien LGBT se poursuit, y compris le plaidoyer en direction de l'aide internationale. Des militants ont noté que pendant la crise actuelle, ils ont développé des partenariats plus solides avec les organisations de défense des droits de l'homme, qui se sont réunis pour dénoncer la rhétorique homophobe du gouvernement et la fermeture des sites Web LGBT. Dédé Oetomo a souligné la force et la nature stratégique de cette alliance:

"Nos coalition comprennent les principales organisations de défense des droits de l'Homme, les groupes féministes, les groupes autochtones, une coalition arc-en-ciel. On nous a dit que nous [les groupes LGBT] ne devrions pas être visibles sur ce sujet, que ça devrait être à tous les autres de dire que cela est inacceptable."

Il note que la Commission nationale des droits de l'Homme a également publié une déclaration publique faisant référence aux principes de Yogyakarta et appelant à une action de l'État pour protéger et respecter les droits des personnes LGBT⁵³. Grace Poore

53 The Yogyakarta Principles were developed by a group of human rights experts who met in Yogyakarta, Indonesia

a convenu que la solidarité au niveau national avec les défenseurs des personnes LGBT a été efficace, mais a noté que dans les petites villes, des alliés ouvertement en soutien ont été intimidés: "Alors qu'ils affichaient auparavant leur soutien, ils sont maintenant silencieux et ont adopté une position neutre, sans s'exposer sur les questions LGBT."

La question reste de savoir pourquoi le ciblage des groupes LGBT s'est produit à ce moment particulier. Deux observateurs de longue date qui ont parlé au GPP ont spéculé que la stratégie de faire des groupes LGBT des boucs émissaires pourrait être un jeu de pouvoir des forces politiques de l'opposition déplacé dans la fièvre populiste des dernières élections présidentielles, soulignant que c'était un des journaux de l'opposition qui a été le plus virulent dans sa dénonciation des groupes LGBT. Comme au Kirghizistan, la rhétorique indonésienne a assimilé les groupes LGBT aux influences étrangères, tout en demandant un retour aux valeurs "traditionnelles", au conservatisme religieux et au nationalisme. Dans les deux pays, la tendance au renouveau nationaliste apparaît étroitement liée à l'homophobie publique.

D'autres observateurs ont déclaré qu'ils étaient moins surpris lorsque cette vague d'homophobie a émergé, car elle avait toujours existé sous la surface. Selon Oetomo, "Certains militants plus âgés disent que cela devait se produire de toute façon. Maintenant, les cartes sont sur la table: au moins c'est clair"

"Nous essayons de travailler avec tout le monde"

Kenya

Au Kenya la société civile lutte pour sa place depuis des années. Récemment le gouvernement a retiré leur agrément à de centaines d'OSC dans le cadre d'une lutte prolongée au sujet de la responsabilité des hauts fonctionnaires du gouvernement dans le financement et l'orchestration de la violence électorale en 2007-2008. Dans le même temps, les autorités kenyanes ont du faire face à la menace du terrorisme d'al-Shabaab et depuis les frontières somaliennes depuis 2011.

Ces pressions, et d'autres contestations de l'espace civique en constante évolution du Kenya, ont naturellement créé des pressions sur les groupes LGBT. Cependant, en dépit de ces pressions et du fait que les incidents et législations homophobes dans les États africains ont souvent fait l'objet de couverture médiatique internationale, le Kenya a une société civile LGBT dynamique et active, renforcée en partie par les dispositions de la nouvelle Constitution.

Après les élections présidentielles très contestées de 2007-08, de nombreuses organisations de la société civile ont poussé le président et le vice-président à répondre de la violence liée aux élections. Certains cas sont encore devant les tribunaux kenyans ou ont été portés devant la Cour pénale internationale avec un succès mitigé⁵⁴. Le gouvernement a

réagi énergiquement, accusant les OSC kenyans de promouvoir les intérêts étrangers et menaçant de quitter la Cour pénale internationale face à son "ciblage injuste" de dirigeants africains.⁵⁵

La législation contre le terrorisme a conféré au gouvernement de larges pouvoirs pour enquêter sur les finances et les opérations des OSC. En 2014, le gouvernement kenyan a fait fermer plus de 500 OSC, dont certaines sous couvert de prétendus liens avec le terrorisme. En octobre 2015, des mesures similaires devaient viser 957 OSC, même si les autorités ont finalement du reculer devant un tollé public.⁵⁶

Les autorités kenyanes ont également tenté d'utiliser la nouvelle législation proposée sur l'enregistrement et la gouvernance de la société civile pour restreindre les financements étrangers. Un projet de loi connu sous le nom de "Loi sur les organisations d'intérêt public" a été élaboré dans le cadre de l'administration présidentielle précédente afin de faciliter l'enregistrement et la gestion des OSC. Cependant, bien que promulguée depuis 2013, la loi n'a pas encore été mise en œuvre, en raison d'un certain nombre de nouveaux amendements parlementaires proposés qui imposeraient un plafond controversé de 15% sur le financement étranger, entre autres restrictions.⁵⁷

La protestation publique contre les amendements proposés à la loi a été importante, et des préoccupations ont été soulevées par des experts des droits de l'Homme des Nations Unies. La Secrétaire du Cabinet pour la Planification et la Décentralisation

55 Agence France-press, "African Union members back Kenyan plan to leave the ICC," The Guardian, (February 1, 2016), accessed April 15, 2016, <http://www.theguardian.com/world/2016/feb/01/african-union-kenyan-plan-leave-international-criminal-court>.

56 "Kenya de-registers NGOs in anti-terror clampdown," BBC News, (December 16, 2014), accessed April 15, 2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-30494259>

57 Simon Allison, "Kenya: Think again, civil society in Kenya is down but not out," (January 5, 2016), accessed April 15, 2016, <http://allafrica.com/stories/201601050964.html>.

in 2006 to outline a set of international principles relating to sexual orientation and gender identity. For more information, see <http://www.yogyakartaprinciples.org>

54 Mark P. Lagon, "When civil society is attacked, Kenya's democracy is imperiled," Freedom House (January 8, 2016), accessed April 15, 2016, <https://freedomhouse.org/blog/when-civil-society-attacked-kenya-s-democracy-imperiled>.

Anne Waiguru a créé un groupe de travail chargé de recueillir les diverses positions et de formuler des recommandations.⁵⁸ Le rapport final recommandait de ne pas instaurer de plafond de financement étranger et a exhorté à la promulgation immédiate de la loi sans aucune des modifications proposées par le gouvernement. À ce jour, la loi reste dans les limbes.” Les discussions autour du projet de loi ne sont pas terminées”, a déclaré Mukami Murete, directeur exécutif adjoint de UHAI (Initiative pour les Droits sexuels et de santé d’Afrique de l’Est).” C’est une chose qui pèse sur nos têtes”.

Toutes les organisations de la société civile kenyane ont dû faire face aux repréailles glaciales du gouvernement. Pour les groupes LGBT, le contexte d’instabilité est aggravé par leur criminalisation et par un climat d’impunité vis à vis des abus de la police. La loi kenyane criminalise les rapports entre personnes de même sexe par une peine d’emprisonnement allant jusqu’à 14 ans; Bien que la loi soit rarement appliquée, elle expose les personnes LGBT au risque de violence, de harcèlement et d’extorsion par la police⁵⁹. Les rapports sur les droits de l’Homme par l’organisation PEMA-Kenya et par la Coalition gay et lesbienne du Kenya (GALCK) ont documenté la violence massive et les abus policiers contre les personnes LGBT à travers le pays, notant le rôle toxique joué par les discours homophobes des chefs religieux.⁶⁰

Les groupes LGBT kenyans ont dû par conséquent faire profil bas. Esther Adhiambo de PEMA-Kenya déclare à

58 he PBO Task Force, Kenya Ministry of Devolution and Planning, Taskforce report on the Public Benefit Organizations Act 2013 (May 5, 2015).

59 Human Rights Watch, “Kenya,” World Report 2015 (New York, 2015), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/kenya>.

60 Human Rights Watch and PEMA-Kenya, The issue is violence: Attacks on LGBT people on Kenya’s coast (New York, 2015), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/report/2015/09/28/issue-violence/attacks-lgbt-people-kenya-coast>.

propose de son travail :

”Toutes ce que vous faites, vous ne pouvez même pas en parler. La plupart des informations sont tues. Vous auriez peur que les autorités fiscales du Kenya vérifient vos comptes et prétendent que vous ayez commis des fautes. Ils n’ont pas encore attaqué les organisations LGBT, mais ils ont effectué des descentes sur d’autres organisations. Vous ne savez jamais quand cela peut vous tomber dessus ... Si nous avons un site Web, les gens nous surveilleraient, nous serions rendus visibles et nous serions dans le collimateur de la presse.”

En conséquence, de nombreuses ONG kenyanes travaillant sur des questions LGBT s’inscrivent dans des énoncés de mission plus généraux ou vagues et évitent de publier leur travail en ligne. La visibilité pose de nombreux risques pour les groupes et les individus. Selon Mukami Murete de UHAI :

”Nos problèmes sont toujours autour de la morale ... Cela est très nettement différent des défis auxquels peuvent faire face d’autres organisations traditionnelles. Lorsque les questions LGBT sont discutées en public, elles génèrent des discours de haine ... Il y a toujours des accès de violence après de telles discussions. Des gens sont dénoncés. Des gens sont expulsés de leurs maisons.”

En particulier, les défenseurs des personnes LGBT ont souligné que les politiques antiterroristes créaient des menaces spécifiques pour les défenseurs des personnes LGBT. Lorna Dias de GALCK a décrit l’initiative anti-terroriste” Nyumba Kumi”, qui exige que des comités de quartier s’engagent à surveiller et à signaler les” comportements suspects”, comme source de problèmes pour les défenseurs ouverts des personnes LGBT:

Partout où ils emménagent, s’ils s’installent dans des zones à moyenne ou forte densité, les voisins vont aller en masse voir le propriétaire pour lui ordonner de les expulser sous peine de lourdes conséquences.

L’initiative ”Nyumba Kumi” a créé un climat de peur, explique Dias. En 2014, lorsque le projet de loi anti-homosexualité de l’Ouganda a déclenché un afflux de réfugiés LGBT au Kenya, ”nous avons eu une situation où chacun a estimé qu’il était surveillé et les demandes de relogement ont augmenté, que les menaces soient ou non réelles”.

Esther Adhiambo a rappelé un incident en 2013-2014 lors d’une formation de PEMA aux forces police, lors de laquelle les participants ont commencé à parler de la formation sur les médias sociaux, en disant que PEMA ”recrutait des policiers pour être LGBT”. L’inspecteur général a été taggué dans les tweets et les média sociaux se sont enflammés:

”Nous avons dû arrêter la formation de la police pendant un an et demander à nos bailleurs d’accepter le report de nos activités. Nous avons dû tracer les Tweets et les envoyer aux bailleurs. Nous avons dû changer le libellé de la formation et supprimer les questions relatives aux lesbiennes et aux gays. Nous sommes peu nombreux. Lorsque les gens vous attaquent, ils viennent en masse.”

En gérant soigneusement leur visibilité et leur profil public, cependant, les défenseurs kenyans ont réussi à faire avancer leur travail de manière significative. ‘Voices for Women in Western Kenya’ est une organisation qui travaille avec les femmes LBT dans les zones rurales. Georgina Adhiambo dit que son organisation a réussi à faire passer ces questions dans les

discussions communautaires sur les préoccupations des femmes rurales:

"Nous avons entamé des conversations communautaires sur ce qui touche les femmes. Nous adoptons une approche inclusive. Nous essayons vraiment d'inclure tout le monde parce que nous voulons en savoir plus sur tout le monde Nous vivons dans ces communautés, et nous essayons d'intégrer les questions LGBT dans le quotidien de là où nous vivons."

D'autres militants travaillant sur les problèmes LGBT ont profité de la politique de décentralisation du Kenya, dans laquelle le pouvoir politique a été confié aux autorités locales, pour travailler avec les ministères locaux de la santé et du genre et devenir actif dans les assemblées locales. "Nous progressons", dit Adhiambo.

À Mombasa, Esther Adhiambo a également effectué un travail régulier et discret dans les coulisses pour sensibiliser plusieurs anciens chefs religieux homophobes. Après que Sheikh Ali Hussein, l'un des imams les plus connus de Mombasa, ait appelé au meurtre de tous les gays, PEMA l'a invité à un programme de sensibilisation de douze semaines sur l'accès aux services de lutte contre le VIH pour les personnes marginalisées. Sans aborder explicitement l'homosexualité, PEMA a parlé en général de la santé et des droits de l'homme.

Lors de la dernière semaine de la formation, les facilitateurs ont révélé qu'ils étaient homosexuels. Les participants, y compris l'imam, ont été surpris. Par la suite, l'imam a changé sa position sur l'homosexualité et a renoué avec un cousin gay qui avait été rejeté par la famille. Au début de 2016, lorsque le sénateur de Nairobi, Mike Sonko, a posté un message sur Facebook pour appeler à brûler les

homosexuels, les leaders religieux qui avaient participé à la formation de PEMA ont publiquement appelé à la tolérance⁶¹. "Nous travaillons avec ces personnes, et nous devons les sensibiliser et les aider", a déclaré Esther Adhiambo.

Bien que le travail dans les coulisses soit essentiel dans les régions rurales et côtières, le travail médiatique a également contribué à changer le discours public. En 2014, le Conseil de classification des films (Kenya Film Classification Board) a interdit un documentaire intitulé "Histoires de nos vies", qui documente cinq histoires de personnes LGBT au Kenya. En 2016, une autre controverse a éclaté sur les tentatives du Conseil de classification des films du Kenya de persuader Google de supprimer un remix explicitement queer et positif de la chanson "Same Love" par les jeunes artistes kenyans LGBT du groupe Art Attack⁶². Cependant, plusieurs militants ont noté que les efforts de censure de la vidéo pourraient bien avoir échoué, générant au contraire beaucoup plus d'audience de "Same love" auprès de téléspectateurs qui "ont regardé et n'ont rien vu de mal", explique Esther Adhiambo. Certains militants ont attribué le changement de l'opinion publique au travail médiatique accompli par les défenseurs des personnes LGBT. Selon Mutisya Leonard:

"Auparavant, une seule voix avait droit au chapitre, mais maintenant nous nous attendons à ce que tous les médias donnent systématiquement la parole à un militant de la communauté pour donner la réplique, et de ce fait les gens s'attendent aujourd'hui à entendre plusieurs versions d'une histoire. Une histoire n'est pas complète s'il n'y a pas

61 Maureen Mudi, "I have no apologies for gay comments: Soko," The Star (February 25, 2016), accessed April 15, 2016, http://www.the-star.co.ke/news/2016/02/25/i-have-no-apologies-for-gay-comments-sonko_c1301783

62 http://www.the-star.co.ke/news/2016/02/23/film-board-bans-art-attacks-same-love-remix-for-being-immoral_c1300271

une personne gay ou une personne Trans dans la salle."

Murete est d'accord pour dire que le fait de participer à des plateaux télé et des émissions de radio a été important, même s'il s'agit d'une expérience désagréable: "que ce soient les personnes homosexuelles elles-mêmes qui parlent de leurs problèmes, même s'ils doivent faire face à l'agression des autres panélistes, est une des façons dont les militants ont pu engager le dialogue. "

Les recours aux tribunaux a également été une stratégie essentielle pour les défenseurs des personnes LGBT. En juillet 2014, face au refus du Conseil national des ONG d'inscrire une ONG, Transgender Education and Advocacy (TEA), la fondatrice Audrey Mbugua a porté l'affaire devant le tribunal et a remporté une décision en faveur de TEA auprès de la Haute Cour du Kenya. En octobre, Mbugua a remporté un deuxième procès pour le droit de modifier le genre inscrit dans son certificat scolaire.⁶³

Lorsque le conseil national des ONG a refusé d'inscrire la Commission nationale gay et lesbienne des droits de l'Homme du Kenya, son fondateur Eric Gitari a également porté le cas devant les tribunaux⁶⁴. Gitari a déclaré:

"L'article 36 de la Constitution stipule que toute personne a le droit de se réunir, de former et de participer à une organisation de quelque nature que ce soit. Toute personne! Toute sorte! Que signifient ces mots? Est-ce qu'ils excluent certaines personnes? Y a-t-il des Kenyans qui sont exclus de certains droits et si oui, sur la base de quel critère?"⁶⁵ "

63 "Kenya court victory for transgender activist Audrey Mbugua," BBC News, (October 7, 2014), accessed April 15, 2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-29519881>

64 Kenya Human Rights Commission, The outlanded amongst us: A study of the LGBTQ community's search for equality and non-discrimination in Kenya (Nairobi, 2011).

65 abine Bretz, "Interview with Eric Gitari: Sometimes I wish

En avril 2015, la Haute Cour a statué en faveur de la Commission nationale gay et lesbienne des droits de l'Homme du Kenya, constatant que la pénalisation des rapports sexuels entre personnes de même sexe ne s'étendait pas aux restrictions sur le droit à la liberté d'association et que le refus d'enregistrer l'ONG était illégal⁶⁶. Dans son jugement, la Haute Cour a constaté :

La Constitution et le droit d'association ne sont pas sélectifs. Le droit d'association est un droit garanti et applicable à tout le monde ... Si seules les personnes qui avaient le soutien de l'opinion publique étaient autorisées à se réunir, il n'y aurait plus de place pour des débats constructifs et pour porter une opinion contraire à celle du gouvernement ou d'autres groupes.⁶⁷

La décision a été largement considérée comme une victoire pour le droit à la liberté d'association pour les groupes LGBT africains, et elle a été citée dans la décision du tribunal du Botswana d'autoriser le groupe LGBT LEGABIBO à s'enregistrer. Toutefois, le Conseil de coordination des ONG a fait appel de la décision et le processus est en cours.

Tout en reconnaissant la victoire, les défenseurs des personnes LGBT qui ont parlé au GPP disent qu'ils restent réticents à profiter de cette victoire pour enregistrer leurs propres organisations ouvertement. L'un d'eux déclare: "Oui, la Commission nationale a remporté l'affaire à Nairobi, mais nous, nous travaillons dans les zones rurales. Nous ne voulons pas compromettre le travail."

"Etre précautionneux dans nos stratégies a été essentiel, selon Lorna Dias:

Nous faisons très attention aux formulations. [Il ne s'agit pas] des droits des homosexuels, il s'agit des droits de l'Homme consacrés dans la Constitution – un point c'est tout Parfois, nous participons aux discussions, parfois nous les menons, parfois nous encourageons nos partenaires à les mener à notre place, de sorte que la résistance diminue et nous nous retrouvons à tracer notre route."

De même, les militants LGBT kenyans ont mis en garde les bailleurs étrangers contre la visibilité de leur financement lors des prochaines élections présidentielles, lorsque le sensationnalisme des médias pourrait augmenter. Mutisya Leonard commente ainsi :

"[Ils diront que] la raison pour laquelle ils mènent le nettoyage de la société civile est pour débarrasser le Kenya du terrorisme, du néo-colonialisme, de l'homosexualité qui conduit à la pédophilie. Si vous, le public, nous permettez d'exercer ce contrôle, nous débarrasserons le Kenya de ses mauvais éléments et ne garderons que les bons."

Les militants LGBT kenyans cherchent à s'engager dans un avenir proche dans des stratégies de plaidoyer ambitieuses et considèrent la pérennisation de l'engagement des bailleurs comme essentiel. "Les militants kenyans LGBT interrogés dans le cadre de ce rapport ont souligné le besoin de financement pour le renforcement des capacités, le plaidoyer, les recours en justice, la communication- et surtout, pour un soutien au couts de fonctionnement. Selon Dias :

"Lorsque les bailleurs s'enthousiasment pour quelque chose, ils réorientent leurs financements vers ce sujet et réduisent leur soutien à la gestion du quotidien. Mais celle-ci ne doit pas s'interrompre. S'il y a bien une chose que nos partenaires financiers ne doivent pas faire, c'est diminuer le soutien aux organisations qui font un travail incroyable sur le terrain au quotidien."

⁶⁶ "I was born two hundred years ago" (Goethe Institute Kenya, January 2015), accessed April 15, 2016.

⁶⁶ Graeme Reid, "Africa rulings move LGBT rights forward," Jurist (August 5, 2015), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/news/2015/08/05/africa-rulings-move-LGBT-rights-forward>.

⁶⁷ Eric Gatari vs. Non-Governmental Organisations Coordination Board and 4 others (2015), High Court of Kenya at Nairobi Constitution and Judicial Review Division. Petition Number 440 of 2013; paragraph 88.

“ La société civile n’a pas assez d’air pour respirer ”

Hongrie



Photo by Labriz

Malgré une histoire de politiques restrictives, y compris la surveillance pendant l’ère du socialisme d’État, la société civile hongroise s’est développée de manière dynamique depuis le milieu des années 1990. Les ONG LGBT ont mené des programmes d’accès au droit et à la santé et ont participé à l’élaboration de propositions de politiques sociales progressistes; chaque année une célébration des fiertés LGBT a pu se tenir à Budapest.⁶⁸ Cette situation a changé en 2010, lorsque les organisations de la société civile ont commencé à subir une pression intense sous l’administration du parti au pouvoir Fidesz. Les organisations de personnes LGBT et les organisations de femmes ont été l’objet de pressions politiques et ont dû former des alliances plus larges avec d’autres ONG afin de défendre leur espace civique.

Le Fidesz a pris de nombreuses mesures pour consolider le pouvoir gouvernemental et politique en centralisant le gouvernement, en ratifiant une nouvelle Constitution, en mettant en place un nouveau système électoral et en réduisant la voilure des agences gouvernementales. La nouvelle Constitution, qui a redéfini le mariage comme étant seulement l’union entre un homme et une femme

et qui interdit également l’avortement, est entrée en vigueur malgré un boycott de 80 parlementaires et de manifestations massives⁶⁹. La consolidation du pouvoir du Fidesz s’est également accompagné d’une répression radicale des organisations de la société civile.⁷⁰

Tamas Dombos, de l’organisation LGBT et de défense des droits de l’Homme Hätter, a décrit un certain nombre de mécanismes qui ont été utilisés par les autorités pour contourner les processus habituels d’élaboration des politiques: contournement du processus habituel de consultation sur les projets de loi au Parlement afin de permettre le passage en force des projets de loi controversés ; adoption de nouvelles lois sur les OSC qui obligent toutes les organisations à modifier leurs constitutions et leurs règlements par le biais d’un processus d’approbation par les tribunaux, un processus qui est paralysé par un engorgement massif ; obligation pour toutes les ONG de présenter une nouvelle demande pour leur statut d’organisme à but non lucratif; et d’autres mesures encore, qui se cumulent pour créer “un environnement déstabilisant pour les ONG”.

En outre, le gouvernement hongrois a aboli le fonds d’État pour les ONG (Nemzeti Civil Alapprogram, NCA), que Dombos qualifie de mécanisme représentatif et transparent du financement de la société civile, en le remplaçant par un nouveau mécanisme de financement géré par des représentants gouvernementaux et par des ONG alignées sur les orientations du gouvernement, qui ont considérablement changé la destination des financements. Les nouvelles priorités relèvent de l’objectif «Vivre ensemble national» du gouvernement et mettent l’accent sur les projets pour les Hongrois de la diaspora et pour la promotion des valeurs familiales.⁷¹

Inévitablement, de nombreuses organisations de ce type dépendent de l’aide bilatérale et du financement privé, ce qui les rend vulnérables aux critiques publiques. En 2014, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a qualifié ces organisations de représentants salariés d’intérêts étrangers⁷². La plupart des fonds significatifs disponibles pour la société civile proviennent de la Norvège. En juin 2014, le gouvernement a ordonné une inspection financière de trois ONG

69 Stephen Gray, “New Hungarian constitution comes into effect with same-sex marriage ban,” PinkNews (January 3, 2012), accessed April 15, 2016, <http://www.pinknews.co.uk/2012/01/03/new-hungarian-constitution-comes-into-effect-with-same-sex-marriage-ban/>

70 Human Rights Watch, “Hungary: Outstanding human rights concerns,” (February 18, 2015), accessed April 15, 2016, <https://www.hrw.org/news/2015/02/18/hungary-outstanding-human-rights-concerns>.

71 ascale Charhon and ILGA Europe, “Promoting an enabling civil society environment: Understanding the concept, policy environment, and its linkages with LGBT civil society protected rights (Working paper),” (January 23, 2015), accessed April 15, 2016, <http://www.icnl.org/globalforum2015/wp-content/uploads/2015/04/LGBT-cso-s-enabling-environment-charhon-consultants2015.pdf>

72 utzen, “Aid barriers,” 25.

68 Judit Takács, “Queering Budapest,” in *Queer Cities, Queer Cultures: Europe since 1945*, ed. by Jennifer V. Evans and Matt Cook (Bloomsbury Publishing, 2014).

qui administrent l'aide étrangère de la Norvège et ont enquêté sur des ONG bénéficiaires, alléguant dans les médias que les fonds étaient mal gérés. Dans le cadre de l'enquête les autorités ont demandé les listes des noms de bénévoles, ce qui aurait entraîné un risque pour les bénévoles LGBT. Selon Tea Erdelyi de l'organisation LGBT Labriz :

[Les enquêtes ont duré] entre 6 à 12 mois (selon les cas), sans aucune justification légale, et au cours de ces «enquêtes» les autorités... voulaient récupérer les données sur les clients et les bénévoles de ce type d'ONG (ce qui va à l'encontre de la loi hongroise sur les données personnelles). [La plupart des organisations LGBT] ont coopéré avec les autorités dans l'enquête, mais toutes ont refusé de fournir des données personnelles de leurs bénévoles ou de leurs clients ... Nous pensons que l'objectif de cette exigence était d'intimider les organisations et de paralyser leur travail quotidien.

Erdelyi note que "les autorités ont parlé d'un contrôle qui concernerait toutes les ONG, mais toutes les ONG contrôlées étaient des ONG de défense des droits de l'Homme, des ONG de surveillance (watchdog). Les ONG s'intéressant au genre (droits des femmes) et les organisations LGBT étaient surreprésentées".

Judit Takács, une sociologue, note que les enquêtes fiscales ont pesé lourdement sur les petites ONG, qui n'avaient pas le personnel nécessaire pour se conformer à ces exigences et maintenir leurs opérations courantes.

Selon Human Rights Watch, le gouvernement a retiré l'agrément fiscal de quatre des ONG qui géraient les subventions de la Norvège en Hongrie. En fin de compte, cependant,



Photo by Labriz

note Dombos, l'enquête "s'est close sans mettre en évidence de problèmes de mauvaise gestion. Mais la confiance du public a été ébranlée, en raison de charges constantes dans la presse - c'était une campagne de calomnie". Une hostilité supplémentaire envers la société civile a été provoquée par des critiques publiques dans les médias envers le philanthrope hongrois George Soros, le fondateur de Open Society Foundations⁷³.

Les opinions des personnes interrogées dans le cadre de ce rapport diffèrent quant à savoir si la fermeture de l'espace de la société civile hongroise a touché toutes les organisations de la société civile, ou a été particulièrement lourd pour les groupes LGBT. Takács estime que le fardeau a été tout aussi énorme pour les autres OSC. Elle note,

"Ce n'est pas que [les autorités] visent ouvertement les groupes de la société civile, c'est fait de manière très intelligente. Ils ne laissent pas assez d'air pour respirer, et [les groupes de la société civile] vont simplement mourir, [ils] n'ont même pas besoin de les tuer."

⁷³ "Crisis by design: Hungarian PM reveals 'social engineering' role of George Soros in refugee run," (October 31, 2015), accessed April 15, 2016, <http://21stcenturywire.com/2015/10/31/crisis-by-design-hungarian-pm-reveals-social-engineering-role-of-george-soros-in-eu-refugee-run/>.


D'autres, comme Dombos, font valoir que tous les groupes travaillant avec des communautés marginalisées, dont les personnes LGBT, les sans-abris et les réfugiés, ont été ciblés.⁷⁴

En 2011 et 2012, la police de Budapest a refusé de délivrer les autorisations pour la Marche des fiertés LGBT annuelle, bien que la Cour Municipale de Budapest ait annulé l'interdiction de 2011⁷⁵. La marche de Budapest a pu reprendre en 2013 malgré les attaques de groupes de droite et Erdelyi note que les événements LGBT publics sont maintenant organisés de manière plus précautionneuse et ont "besoin de plus de dispositifs de sécurité". Au début de 2016, la décision de l'Union européenne d'avoir un char lors de la marche des fiertés a déclenché une forte hostilité de la part des autorités hongroises.⁷⁶ Cependant, dans le cadre de l'Union européenne, la Hongrie a souscrit à un engagement à promouvoir un "environnement propice aux OSC",

⁷⁴ "Budapest Pride: Peaceful overall but right-wing blows and insults," European Parliament's Intergroup on LGBT Rights (July 20, 2013), accessed April 15, 2016, <http://www.lgbt-ep.eu/news-stories/budapest-pride-peaceful-overall-but-right-wing-blows-insults/>.

⁷⁵ "Budapest Pride ban overturned," European Parliament's Intergroup on LGBT Rights (February 28, 2011), accessed April 15, 2016, <http://www.lgbt-ep.eu/news-stories/budapest-pride-ban-overturned/>.

⁷⁶ Andrew Rettman, "EU to sponsor gay rights boat, upsetting Hungary," (March 8, 2016), accessed April 15, 2016, <https://euobserver.com/LGBT/132606>



y compris la protection, de droit et de fait, du droit d'association et de recherche de financement, associée à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à la participation à la vie publique ⁷⁷.

Pour résister à la tendance à la fermeture de la société civile, les groupes LGBT en Hongrie ont appris à travailler étroitement en coalition avec d'autres organisations de la société civile. Lilit Poghosyan d'ILGA-Europe commente: "Le mouvement LGBT en Hongrie a très bien réussi à faire entendre sa voix dans ces plates-formes." Dombos renchérit: "Ce n'est pas toujours facile, mais je ne vois aucune autre manière, à moins de bénéficier du soutien de grandes organisations". Poghosyan a également noté le succès des groupes LGBT hongrois dans la reconnexion avec leur base, et Dombos observe que la médiatisation a attiré de nouveaux membres: "Beaucoup de gens ont commencé à faire du bénévolat suite à ces attaques."

Comme au Kirghizistan, en Indonésie et au Kenya, les militants ont parlé au GPP de l'importance pour les bailleurs de maintenir leur engagement envers les bénéficiaires pendant les périodes de crise. Selon Poghosyan: "Il est important pour les bailleurs d'assumer sereinement de prendre des risques, de penser à long terme, de travailler en étroite collaboration avec les organisations pour les aider à définir des stratégies et à soutenir leur mise en œuvre".

Et comme dans les trois autres pays, les militants hongrois ont souligné l'importance d'avoir accès à un financement structurel flexible en cas de crise. Selon Dombos, "les choses

peuvent changer d'une semaine à l'autre. Les partis politiques d'extrême droite obtiennent des fonds de la Russie pour mettre ces questions à l'ordre du jour, et c'est ce à quoi nous sommes confrontés."

⁷⁷ European Commission, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, The roots of democracy and sustainable development: Europe's engagement with civil society in external relations (Brussels: December 9, 2012), 5.

Conclusions

Les quatre études de cas dans ce rapport montrent la diversité des expériences des groupes LGBT dans le contexte de la fermeture à travers le monde des espaces pour la société civile. Avec un nombre croissant de pays qui adoptent de nouvelles législations qui limitent la liberté d'association et visent à restreindre les financements étrangers pour toutes les ONG, l'environnement dans lequel les groupes de la société civile fonctionnent est de plus en plus instable et imprévisible. Dans ce contexte, de nouvelles lois qui ciblent "la propagande LGBT" et le réveil des nationalismes peuvent créer une pression accrue sur les militants LGBT en mettant l'accent sur les "valeurs traditionnelles". Dans certains contextes, les groupes LGBT sont désignés comme boucs émissaires par des politiciens nationalistes, créant un environnement dans lequel la violence contre les individus LGBT est tolérée et parfois activement encouragée.

Pendant ce temps, les militants LGBT interrogés dans le cadre de ce rapport continuent d'opérer, ouvrent de nouveaux centres communautaires, lancent de nouveaux programmes et adaptent de manière flexible leurs stratégies afin de préserver l'espace dont ils ont besoin.

Beaucoup d'entre eux ont souligné qu'il était essentiel que les bailleurs, y compris les organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux, utilisent leur influence pour soutenir le travail permanent des groupes LGBT dans le cadre d'efforts plus larges pour résister à la fermeture de l'espace de la société civile. La conditionnalité de l'aide bilatérale et multilatérale a fait l'objet d'un débat et les opinions diverses des activistes interrogés pour ce rapport ont souligné l'importance d'utiliser précautionneusement la conditionnalité de l'aide en relation avec les droits LGBT. Alors que la pression exercée par les organismes d'aide internationale, comme la Commission européenne, pourrait avoir renforcé le camp des modérés au sein du Parlement du Kirghizistan, les militants LGBT en Ouganda se sont fermement prononcés contre l'utilisation de la conditionnalité de l'aide.⁷⁸

Certains ont développé de nouvelles alliances avec de plus grandes organisations de la société civile ou avec des réseaux régionaux, travaillant stratégiquement en coalition pour faire face aux défis. D'autres ont mis au point de nouveaux canaux de persuasion et d'influence auprès des leaders religieux. Bien que les médias puissent jouer un rôle toxique par une couverture sensationnaliste, ils peuvent également, dans certains contextes, devenir une plate-forme pour le dialogue public et l'éducation, permettant aux nouvelles voix LGBT d'émerger. Des études futures devraient venir documenter les leçons tirées des expériences des groupes LGBT dans ce domaine, car la réponse au défi de la fermeture de l'espace de la société civile continue d'évoluer.

national, regional, and international partners on how to support now that the Anti-Homosexuality Bill has been assented to," (Kampala, Uganda: March 3, 2014), accessed April 15, 2016, <http://www.blacklooks.org/2014/03/guidelines-to-ugandan-national-regional-international-partners-on-support-around-the-anti-homosexuality-bill/>.

Photo by Labrys



⁷⁸ Civil Society Coalition on Human Rights and Constitutional Law (CSCHRCL), "Guidelines to







Remerciements

GPP est reconnaissant aux personnes suivantes pour le partage de leurs expériences, contacts et conseils pour le rapport: Esther Adhiambo, Georgina Adhiambo, Maxim Anmeghichean, Jonah Chinga, Lorna Dias, Iva Dobichina, Tamas Dombos, Tea Erdelyi, Kene Esom, Ricky Gunawan, Sarah Gunther, Matthew Hart, Allison Jernow, Poonam Joshi, Anna Kirey, Kyle Knight, David Kuria, Sanjar Kurmanov, Mutisya Leonard, Scott Long, David Mattingly, Mukami Murete, Berry Nibogora, Dédé Oetomo, Lilit Poghosyan, Grace Poore, Jessica Stern, Judit Takacs, Bjorn van Roozendaal, Luis Vivaldi, Luna Yasui et d'autres qui ont demandé à rester anonymes. L'auteur remercie Ezra Nepon pour l'aide à la rédaction. Toutes les erreurs restantes sont la responsabilité de l'auteur.

À PROPOS DU GLOBAL PHILANTHROPY PROJET

Global Philanthropy Project (GPP) est un réseau collaboratif de bailleurs de fonds et de conseillers philanthropiques travaillant à développer le soutien philanthropique international pour promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) dans les pays du Sud et de l'Est. Créée en 2009, les 16 membres de GPP comprennent plusieurs des principaux bailleurs de fonds internationaux et des conseillers philanthropiques pour les droits des personnes LGBT. En tant que premier réseau international de bailleurs de fonds LGBT, GPP est reconnu à l'échelle internationale comme un moteur essentiel de la réflexion et le partenaire privilégié pour la coordination des donateurs autour du travail LGBT international.

Nos objectifs:

-  Cultiver et approfondir les connaissances, les compétences et la capacité des membres du GPP et d'autres bailleurs de fonds en ce qui concerne le soutien aux questions LGBTI dans le monde.
-  Augmenter le montant et influencer la nature des financements publics et privés consacrés aux questions LGBT dans le monde.
-  Augmenter le montant et influencer la nature des financements multilatéraux et bilatéraux de l'aide au développement consacré aux questions LGBT dans le monde.
-  Augmenter la quantité et influencer la nature des dons philanthropiques provenant de donateurs individuels dédiés aux questions LGBT dans le monde
-  Augmenter le montant et influencer la nature des dons philanthropiques des entreprises dédiées aux questions LGBT dans le monde
-  Créez une structure dynamique, réactive et efficace au service du réseau GPP.

Comité de direction

J. Bob Alotta, Co-Chair
Executive Director, Astraea Lesbian Foundation for Justice

Maxim Anmeghichean
Human Rights Initiative Program Officer, Open Society Foundations

Adrian Coman
International Human Rights Program Director, Arcus Foundation

Shalini Eddens
Director of Programs, Urgent Action Fund for Women's Human Rights

Michael Heflin
Director of Equality Human Rights Initiative,
Open Society Foundations

Dave Scamell
Associate Director Sexual Health and Rights,
American Jewish World Service

Addison Smith, Co-Chair
Program Officer, Wellspring Advisors

Staff:

Matthew Hart
Director
mhart@globalphilanthropyproject.org

Ezra Berkley Nepon
Program Officer
enepon@globalphilanthropyproject.org



Global Philanthropy Project
C/O ASTRAEA LESBIAN FOUNDATION FOR JUSTICE
116 EAST 16TH STREET, 7TH FLOOR
NEW YORK, NY 10003
WWW.GLOBALPHILANTHROPYPROJECT.ORG

